

Virage glissant pour le Département

Le conseil général a entériné la restructuration de la Direction des routes et infrastructures pour le 1^{er} janvier. De son côté, la CGT redoute une réorganisation plus large des services.

L'ESSENTIEL

- ▶ Le conseil général des Ardennes, c'est près de 1 800 agents.
- ▶ Dans les Ardennes, 3 200 km de routes sont entretenus par le conseil général.
- ▶ En 2008, 180 agents de la DDE quittent le giron de l'État pour être rattachés au Département. Il s'agit des agents techniques, l'administratif restant sous la tutelle de l'État.
- ▶ 1 450 euros, c'est le salaire brut d'un agent de base après vingt ans de service, sans les primes.
- ▶ Le 1^{er} janvier 2015, la Direction des routes et infrastructures (DRI) 08 passera de six territoires routiers à trois.



Jeudi, l'échange entre Michel Masure, de la CGT, et le président du conseil général, Benoît Huré, a été respectueux mais animé. C. L.

De la Pointe à Rethel, le département des Ardennes se compose de six territoires routiers : Fumay, Rocroi, Vouziers, Rethel, Sedan et Charleville-Mézières. En tout cas jusqu'au 1^{er} janvier 2015. Une nouvelle organisation qui, si elle est loin de parler aux Ardennais, inquiète considérablement les agents du conseil général par la voix de Michel Masure, secrétaire CGT. « On a été mis au pied du mur au début du mois de septembre », assure le secrétaire de la CGT.

Concrètement, au 1^{er} janvier prochain, ces territoires passeront de six à trois : Fumay et Charleville-Mézières disparaissent alors que Rethel et Vouziers se trouvent regroupés à Attigny. Une décision entérinée le 20 novembre dernier par le comité technique paritaire qui réunissait le président du conseil général, les directeurs des différents services et les responsables syndicaux.

« On joue avec la sécurité des usagers de la route »

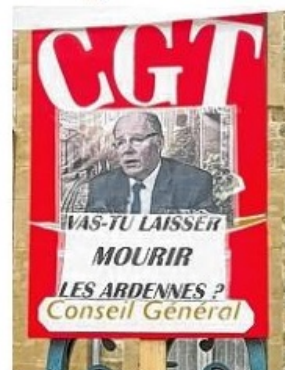
Michel Masure tire la sonnette d'alarme. Une centaine d'agents ont d'ailleurs manifesté leurs craintes jeudi matin juste avant la réunion du CTP. Clairement, pour l'élu CGT, « on utilise le prétexte économique pour jouer avec la sécurité des usagers de la route ». Alors que

« Les routes seront toujours déneigées »

Pour le président du conseil général, l'inquiétude de ses agents ne se réduit pas à la DRI. « Elle porte sur la réforme territoriale avec, comme conséquence, une restructuration des services », rappelant au passage que lui n'a pas voté cette réforme territoriale. « Elle nous a été imposée, avec cette problématique de voir disparaître cette proximité avec nos concitoyens. »

Une inquiétude commune, entre Benoît Huré et les 1 800 agents du conseil général qui s'arrête là. Car l'élu souligne une chose : « Contrairement au secteur privé, il n'y a pas de licenciement au conseil général et même des embauches. » Le président Huré évoque la création de 39 postes d'éducateur en juin. En revanche, il n'exclut pas la réorganisation des services. « Nous nous devons d'être au plus près des bassins de vie. D'autant que des besoins nouveaux en matière d'ingénierie émergent de la part des collectivités. Le Département dispose de compétences qu'il peut mettre à disposition. » Et le président de lâcher : « Contrairement à ce que dit la Cour des comptes, non les conseils généraux ne sont pas des irresponsables ! »

Et de rassurer les Ardennais : « Toutes les routes du département seront bien déneigées. Celles qui ne seront pas salées seront signalées. »



L'action de Benoît Huré pointée du doigt.

Une activité à la merci du climat

En hiver, c'est vingt-cinq équipes qui se retrouvent d'astreinte tous les soirs pour répondre à l'urgence. « Toutes les trois semaines, un agent est d'astreinte du vendredi au vendredi », confirme Michel Masure, agent rattaché au centre d'exploitation de Givet. À titre d'exemple, lors de l'hiver 2013/2014 relativement clément, le centre de Givet a utilisé 265 tonnes de sel contre 1 950 l'année précédente. Le centre de Givet est composé de six agents du conseil général et d'un chef d'équipe.

les premiers flocons pourraient bientôt tomber. Dans un courrier adressé aux trente-sept conseillers généraux, Michel Masure parle d'une remise en cause du service public de proximité. « Cela signifie un rallongement du temps d'intervention en salage et en déneigement, lors d'accidents, de tempêtes ou d'inondations sur les 3 200 km de routes dépendant du Département. » Michel Masure insiste sur le fait que certaines portions de routes ne seront plus traitées. De son côté, le président Huré préfère parler de trois niveaux d'intervention : les

routes prioritaires qui concernent deux tiers du réseau, des routes moins fréquentées et, enfin, celles sur lesquelles ne circulent pas plus de cinquante véhicules par jour.

« Jeudi, on a réussi à sauver 300 km de routes », se réjouit le secrétaire CGT. Des portions des routes qui bénéficieront de salage et de déneigement. « La sécurité n'a pas de prix, dit-on. Visiblement si pour le conseil général. Pourtant, l'économie réalisée sera négligeable puisque le Département a décidé d'installer des panneaux sur les routes non traitées. » Coût du service selon Michel Masure : 60 000 euros.

« On commence par la restructuration de la DRI avant de réorganiser l'ensemble des services du conseil général », redoute-t-il.

CORINNE LANGE

UNE ROUTE PEU PRIORITAIRE MAIS TRÈS UTILISÉE

▶ La côte du Loup sur la RD 131 à Thilay, jugée peu prioritaire, est un raccourci pour les Carolos. Le trafic est dense matin et soir.

▶ Le conseil général va faire installer des panneaux pour avertir les automobilistes du danger des routes non salées ou non déneigées.

LE CHIFFRE

60 000 euros. Selon la CGT, ce sera le coût des panneaux installés sur les routes non salées.

LA PHRASE

« Il a été décidé de supprimer le salage et le déneigement sur une centaine de portions de routes jugées peu fréquentées. Ce n'est que le début d'un abandon d'un service public de proximité. »

Michel Masure, secrétaire CGT au conseil général des Ardennes